

Affaire suivie par : Miguy PAYET- Sarah ABRAHAM
Tél. : 02.21.86.24.56 / 02.21.86.24.52
Courriel : miguy.payet@ille-et-vilaine.gouv.fr
sarah.abraham@ille-et-vilaine.gouv.fr

**– MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE-
Prestations de reprographie pour l'ensemble des
services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et du
Secrétariat Général Commun Départemental (SGCD)
35**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
N° 2025-07-REPRO du 10 juillet 2025**

Personne publique contractante :

Secrétariat général commun départemental 35

81 boulevard d'Armorique à Rennes.– 35 026 RENNES Cedex 9

Pouvoir adjudicateur : La directrice du Secrétariat Général Commun Départemental (SGCD) 35

Comptable assignataire : Monsieur Le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Bretagne et d'Ille-et-Vilaine

Date limite de remise des offres : **VENDREDI 12/09/2025 à 17H00.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

- 2.1- Prestations de base – Direction des Etrangers en France (DEF)
- 2.2- Prestations demandées par les autres services
- 2.3- Prestations urgentes
- 2.4- Prestations supplémentaires à la demande

ARTICLE 3 : LES BONS DE COMMANDE

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

ARTICLE 5 : FORME DU MARCHE

ARTICLE 6 : POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 7 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE

ARTICLE 8 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 9 : PRIX DES PERSTATIONS

- 9.1 - Prestations de base – DEF (onglet 1 du BPU)
- 9.2 – Prestations des autres services (onglet 2 du BPU)
- 9.3 - Révision des prix

ARTICLE 10 : REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

- 10.1 – Modalités de règlement
- 10.2 – Etablissement des factures
- 10.3 - Délai de paiements
- 10.4 – Intérêts moratoires

ARTICLE 11 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 12 : CESSION DE MARCHE

ARTICLE 13 : PENALITE DE RETARD

ARTICLE 14 : ASSURANCES

ARTICLE 15 : RESILIATION

ARTICLE 16 : DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

ARTICLE 17 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE:

Le marché a pour objet des prestations d'impression et de reprographie de documents émanant des services de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et du **SGCD35 - 81, Boulevard d'Armorique – 35026 Rennes cedex 2.**

Afin de respecter les délais d'exécution et de livraison imposés pour les commandes urgentes, l'entreprise devra être installée dans le département d'Ille-et-Vilaine et dans un **ressort territorial limité à 20 kms de distance du site d'Armorique** .

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Article 2.1 - Prestations de base- Direction des Etrangers en France (DEF)

Les documents figurant dans l'annexe 1 (onglets 1et 2) au CCP pour la direction des étrangers en France (DEF) – Bureau de l'Asile, font l'objet d'un bon de commande sur la base d'une fréquence de tous les deux mois, susceptible de varier en fonction des besoins du service . Des besoins ponctuels de la DEF figurent dans l'onglet onglet 3.

Après attribution du marché , un dossier numérisé pour l'ensemble de ces documents sera remis au titulaire par type de document et par langue.

Article 2.2 - Prestations demandées par les autres services

Des demandes de travaux d'impression et de reprographie sont présentées par les autres services de la préfecture de Rennes et du SGCD35, et font également l'objet d'un bon de commande.

Article 2.3 - Prestations urgentes

Une attention particulière est apportée aux **commandes URGENTES** présentées par le **service du Cabinet du préfet, et notamment pour les évènements non programmés.**

Elles font également d'objet d'un bon de commande.

Les délais de production et de livraison courts (< ou = à 8 heures) doivent impérativement respecter.

Article 2-4 – Prestations supplémentaires à la demande

Les services de la préfecture et du SGCD35 peuvent être amenés à solliciter des besoins de **reprographie particulière**, qui feront l'objet d'une demande de devis hors bordereaux de prix unitaires.

ARTICLE 3 : LES BONS DE COMMANDES

Les prestations font l'objet d'un bon de commande, **validé par le chef de service et contresigné par le pôle achats**, sur lequel les mentions suivantes doivent figurer :

- Le service à l'origine de la commande
- Le type et le descriptif du document
- **La langue (pour le bureau de l'Asile)**
- la quantité par document
- **la quantité par langue (pour le bureau de l'Asile)**
- La date de livraison souhaitée
- Les modalités de livraison
- Le lieu de livraison

ARTICLE 4- DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet le **1^{er} janvier 2026 pour une durée de 1 an jusqu'au 31 décembre 2026 inclus.**

Il peut être renouvelé, par reconduction tacite pour une durée de 1 an du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus, dans la limite de 4 ans maximum soit jusqu'au 31/12/2029.

Le titulaire du marché ne pourra refuser la reconduction du marché, sauf disposition contraire prévue dans le marché.

ARTICLE 5- FORME ET PASSATION DU MARCHE

S'agissant d'un marché public dont la valeur totale (incluant la reconduction) est inférieure à 90.000 HT, le présent appel d'offres passée selon une procédure adaptée est soumis aux termes du Code de la commande publique, et notamment ses articles R 2123-1 et R 2123-4.

Il est également soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 6- POUVOIR ADJUDICATEUR:

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) sont désignés :

Pouvoir Adjudicateur :

Madame la Directrice du Secrétariat général commun départemental (SGCD) 35

Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique :

SGCD 35, POLE ACHATS ET APPROVISIONNEMENT – 81 boulevard d'Armorique à Rennes.– 35 026 RENNES Cedex 9 pour le compte de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine

ARTICLE 7- COMPTABLE ASSIGNATAIRE :

Direction Régionale des Finances Publiques de la région Bretagne et d'Ille et Vilaine – B.P. 72102
– Avenue Janvier – 35021 Rennes Cedex 9 – Tél : 02.99.79.80.00

ARTICLE 8 -PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité : :

A) Pièces particulières :

- L'ATTRI1 (acte d'engagement)
- Les bordereaux de prix unitaires
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P) et son annexe 1
- La grille de présentation de la valeur technique des offres constituée de **2 onglets** dont les exemplaires conservés dans les archives de la personne publique font seul foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

B) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, en vigueur lors de la remise des offres
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services

Ces documents ne sont pas annexés au présent CCP.

ARTICLE 9 – PRIX DES PRESTATIONS :

Article 9.1- Prestations de base- DEF (onglet 1 du BPU)

Les **prix unitaires** des prestations de base figurent **dans l'onglet N° 1 des bordereaux de prix unitaires (BPU)** joints à ce document. Les frais de livraison sur le site de la préfecture d'Ille-et-Vilaine Bld d'Armorique- direction des étrangers en France à Rennes sont inclus dans les coûts impressions.

Article 9.2 - Prestations des autres services (onglet 2 du BPU)

Les **prix unitaires** de ces prestations figurent dans **l'onglet N° 2 des bordereaux de prix unitaires (BPU)** joints à ce document Les frais de livraison sur les sites des services basés à Rennes sont inclus dans les prix unitaires

Tous les travaux de reprographie et d'impression émanant des sous-préfectures feront l'objet d'une livraison sur le site de la préfecture situé au 81, Boulevard d'Armorique à Rennes.

Le présent marché est conclu à prix ferme pour une durée de 1 an.

9.3. REVISION DES PRIX

Les prix unitaires pourront être révisés à la date anniversaire annuelle du marché en application de la formule suivante :

$$Pa = Pi \times (Vt / Vi)$$

Pa = **prix réactualisé** à la date anniversaire du contrat

Pi = **prix initial** fixé au mois de septembre 2025

Vi = **valeur de l'indice à la date initiale** prévue par le contrat (janvier 2026)

Vt = **valeur de l'indice à la date anniversaire** du contrat

V = Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction (**Identifiant 010764916** – disponible sur le site internet www.insee.fr)

Le titulaire fait parvenir au SGCD35, via la boîte fonctionnelle sgc-achat@ille-et-vilaine.gouv.fr, sa proposition de prix actualisé ainsi que la formule de réactualisation des prix.

Le soumissionnaire indiquera clairement **le mode de calcul de la revalorisation de la prime** (indices, ...) qu'il compte appliquer à sa première échéance. **Le même mode de calcul sera appliqué à chaque date anniversaire.**

La révision de prix fera l'objet d'un courrier adressé : **SGCD 35- Service des finances – Pôle achats et approvisionnement** **UN MOIS avant la date anniversaire de la notification du marché :**

- soit par voie postale

- soit sur la boîte fonctionnelle suivante :

sgc-achat@ille-et-vilaine.gouv.fr

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'accepter ou de refuser l'augmentation si celle-ci dépasse le taux de 5 %.

ARTICLE 10 : REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE :

10.1. Modalités de règlement :

Les prestations sont payées mensuellement par **carte achat pour des montants < ou = à 500 € TTC.**

Les factures d'un montant **supérieur à 500 €** feront l'objet d'un **dépôt sur Chorus pro.**

10.2. Etablissement des factures pour le règlement

Les factures afférentes seront **libellées au nom du SGCD35** et adressées, en un seul original à l'autorité responsable pour la réception des factures :

Chaque facture portera les indications suivantes:

- Nom et adresse du titulaire
- N° de SIRET du titulaire
- La domiciliation des paiements tel qu'il figure à l'acte d'engagement (DC3)

- Les nom et adresse du débiteur
 - Date de facture
 - Le montant global hors T.V.A.
 - Le taux et le montant de la T.V.A.
 - Le montant global T.T.C.
 - Valeur des indices de révision
 - Désignation des prestations
- et comportera, par ailleurs, les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

NB- Celles destinées à être déposées sur Chorus Pro porteront également la mention du numéro d'engagement juridique (bon de commande chorus)

10.3. Délai global de paiement :

Le droit à règlement de la prime d'assurance court à compter de la réception de la facture correspondante par l'administration.

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément aux dispositions de l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

Le paiement est effectué par mandat administratif suivi d'un virement bancaire

La facture devra être déposée par le titulaire en version dématérialisée sur le portail CHORUS PRO.

Le code du service exécutant à renseigner est : **CGFDINT035**

Le **numéro** de l'**engagement juridique** à renseigner sera communiqué au titulaire au démarrage du marché.

10.4. Intérêts moratoires :

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice du montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, conformément aux dispositions de l'article L. 2191-2 du Code de la commande publique et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

ARTICLE 11 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 Véhicules utilisés pour les livraisons

Le titulaire propose d'utiliser que des véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides rechargeables ou thermiques Crit'Air 1) pour les prestations de livraison sur le site de la préfecture d'Armorique.

11.2 Consommables et équipements

Les matériels utilisés devront dans la mesure du possible être à basse consommation énergétique ou écoresponsable.

11.3 Gestion des déchets

Le titulaire veillera à mettre en place une politique de gestion des déchets générés pendant les prestations (emballages, papiers, équipements usagés). Cette politique devra inclure:

- La réduction des déchets à la source,
- Le tri sélectif,
- Le recyclage ou valorisation, lorsque c'est possible.

ARTICLE 12 – CESSION DU MARCHÉ :

Dans le cas où les activités du titulaire seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du titulaire à cette société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de la préfecture sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant.

Le SGCD 35 est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 13 – PENALITES DE RETARD :

En cas de retard dans l'exécution des obligations contractuelles et notamment en cas **non-respect de la date de livraison prévue**, une **pénalité de 50 euros par jour de retard** sera appliquée au Titulaire dès lors qu'il n'a pas fait part par écrit de difficultés en amont de la date prévue pour son intervention.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- ↳ les pénalités sont définies par un montant forfaitaire et non par une formule paramétrique,
- ↳ le montant des pénalités n'est pas plafonné,
- ↳ le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité quel que soit leur montant.

ARTICLE 14– ASSURANCES :

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

ARTICLE 15 – RESILIATION :

Les dispositions du chapitre 6 du C.C.A.G./F.C.S. s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

Le marché pourra être résilié à la demande du pouvoir adjudicateur ou du titulaire : le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché seront informés deux mois au plus tard avant la date de prise d'effet de la résiliation, de la décision du co-contractant de mettre fin au marché.

ARTICLE 16 - DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES :

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends aux litiges relatifs aux marchés publics dont les coordonnées figurent ci-dessous :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics - Bâtiment Skiline- 22 mail Pablo Picasso - BP 24209- 44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 02 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h) : Mme ORAIN
Mél : Paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est le tribunal administratif de Rennes, Hôtel Bizien, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex

Tél : 02 23 21 28 28

Mail : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ARTICLE 17- DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX :

L'article 12 du présent CCP déroge aux dispositions de l'article 14.1 pénalités pour retard du CCAG FCS du 30 mars 2021.

Fait à , le

Cachet de l'entreprise et signature de la personne habilitée à engager la société,

Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »